

Rojava Information Center :

explainer à propos de Deir ez-Zor

Texte original : [Rojava Information Center - Deir ez-Zor explainer](#)

Deir ez-Zor : une région divisée

Deir ez-Zor a été la dernière région du Nord Est de la Syrie (NES) à être libérée de Daech. Lorsque la guerre civile syrienne a commencé en mars 2011, l'Armée syrienne libre (ASL) a vu le jour, d'abord sous la forme d'un ensemble hétérogène de petits groupes armés chargés de protéger les manifestants. L'ASL a rapidement commencé à s'organiser en brigades plus importantes et, à l'été 2012, elle contrôlait toutes les zones rurales autour de Deir ez-Zor, ainsi que la plupart des quartiers de la ville elle-même. À peu près à la même époque, le Front Al-Nusra, émanation d'Al-Qaïda, a également commencé à participer à des opérations militaires contre les forces du gouvernement du Syrie. La montée en puissance d'Al-Nusra a marqué une évolution plus générale vers divers degrés de radicalisme islamiste parmi les factions armées de l'ASL. L'émergence de Daech l'année suivante a largement écrasé ce qui restait de l'opposition laïque dans la région. Lorsque Daech a pris le contrôle de Deir ez-Zor, après une bataille contre Al-Nusra qui a fait des centaines de morts dans les deux camps, son application stricte de la loi islamique a déclenché une période de répression, d'assassinats et de torture.

Deux campagnes militaires distinctes contre Daech ont été menées dans la région de Deir ez-Zor, alors que les États-Unis et la Russie s'efforçaient d'y établir une présence. La première, qui a débuté en juin 2017, a été menée par l'Armée Arabe Syrienne (AAS), avec le soutien de la Russie et de l'Iran. La seconde a été menée par les FDS, avec le soutien aérien de la Coalition. Le résultat de ces deux campagnes distinctes est que le gouvernorat de Deir ez-Zor, tel que délimité à l'origine par le gouvernement syrien, est aujourd'hui divisé en deux : l'Euphrate constitue la frontière entre les terres contrôlées par le gouvernement syrien au sud-ouest, y compris la ville de Deir ez-Zor elle-même, et les terres contrôlées par l'AANES, au nord-est, qui s'étendent jusqu'à la frontière irakienne. Ainsi, les références à « Deir ez-Zor » comme étant sous le contrôle de l'AANES et des FDS se réfèrent à la campagne orientale entre l'Euphrate et la frontière irakienne, plutôt qu'à la ville elle-même.

Une situation économique toujours difficile

Malgré la fin de la guerre, les habitants de la région signalent toujours des pénuries dans tous les domaines, qu'il s'agisse de l'eau, des pharmacies, de l'électricité, de la nourriture, du logement ou de l'emploi. Sous l'égide du Conseil démocratique syrien (CDS), de nombreuses séances de consultation ont été organisées avec des chefs de tribus, des personnalités de l'opposition, des militants et des civils ordinaires, concernant la fourniture de services, la délégation de pouvoirs et les réformes. La tenue de ces consultations a été en soi une victoire pour la région, les civils ayant pu exprimer ouvertement leurs critiques et leurs suggestions dans une sphère publique. Lors des consultations publiques, les habitants se sont souvent plaints de la lenteur du réaménagement de leurs villes. La vie quotidienne est devenue de plus en plus difficile, car le NES n'est pas épargné par la crise économique qui frappe la Syrie. Après des années de guerre et d'oppression, l'objectif de la famille moyenne reste de survivre et d'offrir la meilleure vie possible à ses enfants, face à de multiples obstacles. Mohammed Hassoun Al-Rajab, co-président du Conseil civil de Deir ez-Zor, explique au Rojava Information Center (RIC) que « *la situation de faibles ressources financières est liée à l'absence de solution politique à la crise syrienne* ».

Deir ez-Zor comptait de nombreuses usines, qui sont aujourd'hui presque toutes hors d'usage dans les territoires tenus par les FDS. Le bâtiment du Conseil civil de Deir ez-Zor est maintenant situé

dans une ancienne usine de sucre. Fawaz al-Atash, qui travaille à l'Autorité de l'eau du Conseil civil, explique au RIC que la réparation des canalisations d'eau après la destruction de Daech était – et reste – une priorité essentielle, en particulier dans les campagnes riches en cultures. « *Nous avons étendu le réseau d'eau pour fournir de l'eau potable au camp d'Al-Badiya, avec une station d'eau spéciale pour eux. Nous préparons actuellement un projet qui consiste en un énorme réservoir d'une capacité d'environ 700 mètres cubes, destiné à fournir de l'eau potable aux camps improvisés de la Badia [la zone désertique]* ». Interrogé sur les protestations publiques liées à la détérioration des conditions de vie, il répond : « *les demandes des gens sont normales, liées à la situation économique : l'augmentation des prix, l'augmentation de la valeur du dollar, qui affecte tout. Les sanctions imposées à la Syrie nous touchent également de plein fouet* ».

Il commente ensuite le manque d'eau dans l'Euphrate, déplorant l'impact sur l'agriculture : « *La région de Deir ez-Zor est une zone agricole, mais la Turquie coupe l'eau depuis plus de deux ans, ce qui nuit à notre agriculture. Les terres ici devraient être fertiles.* » Najwa Mohamed al-Hussain, qui travaille également au bureau de l'Autorité de l'eau, fait référence à l'épidémie de choléra de l'année dernière dans le NES, affirmant que « *le faible niveau d'eau dans l'Euphrate a contribué à la propagation de l'infection.* » Elle précise qu'il existe 7 unités principales de distribution d'eau à Deir ez-Zor, composées de 72 stations d'eau. Elles fonctionnent en partie à l'électricité et en partie au diesel. Il existe deux types de stations : celles qui fournissent directement de l'eau « brute » et celles qui filtrent et purifient l'eau au préalable. « *Nous recevons une aide de l'administration autonome pour le carburant ; elle fournit une certaine quantité aux stations, une quantité qui permet de faire fonctionner les stations afin que nous puissions fournir de l'eau à la population, mais pas une quantité énorme qui nous suffirait* », dit-elle. « *Nous avons besoin d'un soutien spécial pour la ligne centrale [les stations], et d'un soutien général pour la ligne orientale, comme les stations d'Al-Busayrah. La station principale n'a vu aucun travail achevé et nous n'avons reçu aucune aide de la part des ONG. De nombreuses pièces doivent être remplacées, de nouvelles vannes sont nécessaires, des panneaux de contrôle doivent être achetés. Ici aussi, à Al-Kasra, il y a beaucoup de villages sans eau, et il y a de nombreuses nécessités pour les stations, comme nous l'avons déjà mentionné, de sorte que nous ne pouvons pas les faire fonctionner parfaitement. L'administration autonome a dit que nous ne pouvions pas faire tout cela tout seuls, et que l'aide d'ONG étrangères serait la bienvenue.* »

La place des femmes, une lutte constante

À Deir ez-Zor, comme dans le reste du NES, l'AANES a commencé à mettre en œuvre des changements radicaux pour les femmes dans la société. Ces changements marquent un changement évident par rapport à la domination de Daech, dont le traitement des femmes était particulièrement brutal, mais offrent également une différence par rapport au traitement des femmes par le gouvernement de Syrie. Malgré quelques mesures symboliques, sous Assad, les femmes étaient considérablement discriminées par la loi, en particulier dans les domaines du mariage, du divorce, de la garde des enfants et de l'héritage. Alors que l'âge légal du mariage était de 18 ans pour les hommes et de 17 ans pour les femmes, le mariage était généralement autorisé dès l'âge de 13 ans. Le système judiciaire syrien était aussi indulgent à l'égard des « crimes d'honneur », c'est-à-dire des meurtres motivés par l'idée que la victime a porté atteinte à la réputation de sa famille ou de sa tribu, et perpétrés le plus souvent à l'encontre de femmes. Il n'existait pas non plus de loi interdisant la violence domestique.

Sous Daech, la situation des femmes s'est rapidement dégradée. Les femmes ont été privées de pratiquement tous leurs droits et leur rôle a été explicitement limité à celui de femme au foyer ou de mère. Elles étaient considérées comme la propriété de leur mari, ou d'un autre membre masculin de la famille avant le mariage, et ne jouissaient d'aucune autonomie. Aujourd'hui, le mouvement des femmes lié à AANES cherche à promouvoir l'indépendance des femmes et leur engagement actif dans le nouveau processus politique. Il s'agit notamment d'ouvrir des établissements de formation exclusivement féminins, de mettre en place un nouveau système judiciaire qui remet en question les

modèles de justice patriarcaux antérieurs, d'aider les femmes à atteindre l'indépendance économique et de leur donner la possibilité de participer à des forces de sécurité et de défense exclusivement féminines. Cette évolution est lente et inégale à Deir ez-Zor, dans le contexte d'une forte culture tribale fondée sur l'autorité masculine.

Zenobia est l'organisation au cœur des efforts du mouvement des femmes dans les régions à majorité arabe du NES. Shahrzad Al-Jassem, membre de Zenobia à Deir ez-Zor, explique dans une interview au RIC qu'au début, les principales tâches des femmes impliquées dans Zenobia étaient de sensibiliser les femmes de la communauté aux droits des femmes et à la raison pour laquelle Zenobia ouvrait des centres dans différentes villes. Elle décrit comment « *nous avons rencontré de nombreuses difficultés à ce sujet, mais au fil du temps, nous avons pu les surmonter en intensifiant les visites dans la communauté, en sensibilisant les gens et en donnant des conférences sur des sujets tels que le mariage des mineurs, la polygamie... Daech a provoqué un changement dévastateur dans l'esprit des gens, et nous ne devons pas minimiser la persécution et la violence qui se sont produites ici* ». Elle explique que sous le règne de Daech, « *les femmes n'avaient ni place ni droits dans la communauté. Elles étaient piégées à la maison* ». Des facteurs préexistants tels que les mentalités patriarcales, l'autoritarisme et les coutumes et traditions « archaïques » sont également difficiles à surmonter, ajoute-t-elle. Al-Jassem illustre comment « *al-Nusra a commencé à imposer des lois interdisant les femmes, mais Daech a porté le coup de grâce à Deir ez-Zor. Il y a eu des représailles, des coups, des meurtres, des flagellations dans les rues, des emprisonnements dans des cages. Les femmes ont subi les pires formes de torture* ». À cette époque, « *les pères mariaient leurs filles de 13 ans à un homme de 50 ans ou les donnaient à n'importe quel homme de Daech pour une somme dérisoire. Donc, ce que nous vivons aujourd'hui, nous le considérons comme une grande réussite, et nous voyons comment les femmes se sont imposées dans les sphères politiques, militaires, civiles et de la coprésidence* ».

Un autre membre de Zenobia, Laila Al-Abdullah, déclare : « *J'ai vécu ici pendant les périodes du régime syrien, de l'Armée libre, du Front al-Nusra, de Daech et de l'Administration autonome. [...] Nous vivons actuellement une renaissance de la liberté des femmes. [...] Les femmes peuvent entrer dans le champ politique, ouvrir des projets par elles-mêmes, devenir des leaders au sein du système de coprésidence.* » Sana Muhammad, une troisième membre, estime que « *la présence de coutumes et de traditions dans la société et l'idéologie de Daech ont mis fin aux femmes et les ont largement marginalisées. J'ai vécu sous Daech. Ce fut l'une des périodes les plus difficiles de ma vie* ». Elle affirme que les changements observés pour les femmes depuis l'arrivée d'AANES à Deir ez-Zor sont notables. « *Au début, lors de nos visites en tant que Zenobia, nous étions vite congédiées. Les gens pensaient que notre travail était inutile. Mais nous avons rencontré de plus en plus de femmes et discuté avec elles. Elles ont commencé à demander d'autres rencontres.* »

Les trois femmes interrogées sont revenues sur le double meurtre perpétré en début d'année, lorsque le frère et le garde du corps d'Abu Khawla ont torturé et tué deux filles nommées Najla et Izdihar. Al-Jassem explique : « *Les deux filles ont été enlevées parce que leur cousin parlait à la sœur d'Abu Khawla. Lorsqu'Abu Khawla l'a découvert, il a torturé le jeune homme, lui a coupé les oreilles – ce qui est l'une des méthodes de torture utilisées par Daech. Lorsque les corps des deux filles ont été retrouvés dans la région d'Al-Sour, certains médias ont affirmé qu'il s'agissait de Daech. Pourtant, des témoins ont déclaré avoir vu une voiture du CMD faire irruption dans la maison pour s'emparer des filles. En fait, ils cherchaient le cousin, mais il n'était pas là – il a fui du côté du régime syrien – et ils ont donc pris les filles à la place. Abu Khawla a ensuite déclaré que le crime était un acte politique du régime syrien pour déstabiliser la situation sécuritaire. Mais alors pourquoi la voiture du Conseil militaire s'est-elle rendue à la maison des deux filles ? Est-il possible que vous soyez un commandant militaire et que vous ne sachiez pas où vont vos voitures, ou ce que fait votre frère ? Après cet incident, la confiance dans le Conseil militaire a été perdue. Pour nous, les femmes, lorsque nous voyons les voitures du Conseil militaire, nous faisons le lien avec leur rôle dans le meurtre des deux filles.* »

Le RIC s'est également entretenu avec deux membres des Unités de protection des femmes (YPJ) à Al-Kasra, à l'ouest de Deir ez-Zor. Elles évoquent la question de la mentalité imposée par Daech. « Les femmes ne pouvaient pas sortir ou faire entendre leur voix à l'époque - et la plus grande difficulté aujourd'hui est que cette mentalité est toujours présente. La peur est là. Il y a encore eu de nombreux féminicides ». L'une des officiers féminins des Asayish [forces de sécurité intérieures] à Deir ez-Zor explique à RIC qu'en raison des « mentalités rigides et conservatrices », de nombreuses femmes n'envisagent même pas de rejoindre les Asayish ou les YPJ. Sur les 6 000 Asayishs de Deir ez-Zor, 54 seulement sont des femmes. *« Mais, ajoute-t-elle, il n'y en avait aucune auparavant. »*

Établir un système de justice populaire

Le système judiciaire de Deir ez-Zor a également fait l'objet d'une réforme importante. Alors que le gouvernement Syrien, Al-Nusra et Daech ont tous mis en œuvre des formes variées de justice punitive, l'AANES vise à mettre en œuvre une forme de justice réparatrice. La réforme de la justice dans l'AANES s'est considérablement éloignée du tristement célèbre système pénal du gouvernement Syrien. Le nouveau système judiciaire du NES est marqué par l'État de droit et une relative transparence. 20 ans est la peine maximale qui peut désormais être prononcée pour tout crime dans les NES. Les droits de visite pour les visiteurs et la réduction des peines pour bonne conduite sont également appliqués dans l'ensemble de la région. Outre ces réformes de haut en bas, l'AANES a également cherché à mettre en place une justice de bas en haut afin de réduire le nombre de cas nécessitant une intervention judiciaire ou une peine de prison.

L'une des premières mesures prises a été la création de comités de réconciliation locaux. Ils ont pour but de permettre aux gens de résoudre leurs problèmes à partir du village et du quartier. Dans la ville d'Al-Kasra, Daoud Khaled al-Daimam, membre du comité de réconciliation, explique à RIC : *« Les problèmes les plus courants qui nous sont soumis sont liés à l'héritage, à la terre et à la dette. Les questions qui nous posent problème sont celles de l'héritage, mais nous pouvons dire que 60 % de ces cas sont résolus avec nous, et que les autres sont transférés à la Cour de justice où ils sont résolus légalement. L'héritage est difficile parce qu'il peut revêtir un aspect religieux et nécessiter la présence d'un juge de la charia. »* Il ajoute : *« La base de la réconciliation est le consentement des deux parties. Si l'une des parties n'est pas satisfaite, nous n'acceptons pas la réconciliation. Dans le cadre d'une réconciliation, toute personne susceptible d'aider et de résoudre le problème entre les deux parties peut entrer dans le comité de réconciliation, et pas nécessairement le seul comité approuvé. Il arrive que des personnes disposant des connaissances et de l'influence nécessaires pour satisfaire toutes les parties ne fassent pas partie du comité de réconciliation. Si toutes les tentatives de réconciliation échouent, le comité rédige un rapport et le soumet au tribunal pour qu'il prenne des mesures conformément à la loi. »* Mazen Al-Tabban, un autre membre du comité de réconciliation, déclare que dans les deux premières années qui ont suivi la libération de Daech, le comité a dû faire beaucoup de travail en secret, mais affirme que maintenant les cellules de Daech ont beaucoup diminué et qu'elles *« n'affectent plus beaucoup notre travail »*, alors qu'auparavant, *« la majorité des gens avaient peur des cellules de Daech et ne recouraient pas aux comités de réconciliation »*. Pourtant, les attaques contre l'administration du Comité de réconciliation persistent, affirme Al-Daimam. *« Deux de nos collaborateurs ont été tués en 2019. Ces derniers mois également, notre collègue Amelh Al-Mushissen a été tué dans la région d'Al-Shuhail, et Jassim Al-Amo a reçu une balle dans le pied. De telles attaques contre nous sont devenues normales. »* Al-Tabban ajoute que *« les femmes du comité de réconciliation sont exposées à plus de pression que les hommes. Mais la campagne orientale de Deir ez-Zor est différente de la campagne occidentale. Dans la campagne orientale, il y a encore plus de cellules de Daech, et les femmes doivent porter la robe complète. »*

Daech, toujours présent

Daech, bien que vaincu territorialement, reste une menace à Deir ez-Zor, avec des cellules dormantes actives qui travaillent à déstabiliser la région, en ciblant les points de contrôle des FDS,

les cheikhs arabes, et tout individu affilié à l'AANES, comme l'attestent les [rapports mensuels du RIC](#) sur les cellules dormantes. La coalition et les FDS mènent fréquemment des campagnes conjointes pour démanteler les cellules dormantes. Dernier bastion du califat et principale porte d'entrée de Daech en Irak, la zone la plus à l'est de Deir ez-Zor, contrôlée par les FDS, connaît une situation très instable sur le plan de la sécurité. Les vastes étendues désertiques, qui s'étendent également au nord, font de la région un endroit difficile à sécuriser militairement, et certains habitants sont contraints de collaborer avec des cellules dormantes par peur ou par manque d'autres options. Mohammed Hassoun Al-Rajab, co-président du Conseil civil de Deir ez-Zor, explique à RIC que « *le plus grand défi à Deir ez-Zor est la sécurité, car des cellules de Daech sont toujours actives dans la région. Il y a aussi des groupes qui travaillent pour le régime syrien et la Turquie* ». Fawaz al-Atash, directeur de l'Autorité de l'eau du Conseil civil, explique que « *tous ceux d'entre nous qui travaillent avec l'Administration autonome reçoivent des menaces de différentes entités : de Daech, du MIT turc et du régime syrien, mais opérant sous le nom de Daech. L'organisation a revendiqué de nombreux assassinats. Ici, notre collègue Abu Rawan a fait l'objet d'une tentative d'assassinat : ils lui ont tiré dans les jambes* ».

Une zone d'affrontements impérialistes

Dans le même temps, la région de Deir ez-Zor est le théâtre d'un conflit de pouvoir entre les États-Unis, l'Iran et la Russie. Les États-Unis renforcent leur présence dans les régions gouvernées par l'AANES à l'est de l'Euphrate afin d'entraver l'objectif de l'Iran de créer une ceinture terrestre à travers la Syrie jusqu'au Liban et à la Méditerranée. Le long des rives occidentales de l'Euphrate (contrôlées par le gouvernement syrien), les milices iraniennes associées au Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) dominent, tandis que la Russie reste discrète. Les forces pro-Damas et iraniennes ont cherché à intensifier l'impact des cellules dormantes de Daech dans les régions du NES en menant leurs propres attaques, y compris des assassinats. L'Armée Arabe Syrienne n'assume pas la responsabilité des attaques des insurgés pro-Damas, ce qui crée une incertitude quant à la mesure dans laquelle les actions de Daech sont soutenues et encouragées par Damas ou Téhéran. Le gouvernement syrien et ses soutiens recrutent activement des membres de tribus pour rejoindre leurs milices, mais n'ont guère réussi à obtenir des défections au sein des FDS, malgré les tentatives de soutien de la Russie. Cela s'explique en grande partie par le fait que les combattants des FDS sont mieux payés, bénéficient de meilleures conditions et soutien.

Les tentatives de déstabilisation du gouvernement syrien vont au-delà des efforts militaires. Al-Daimam décrit comment « *le régime syrien crée des problèmes politiques au niveau de la société, créant des troubles entre l'administration autonome et les tribus* ». Cependant, Al-Rajab explique au RIC qu'il n'y a pas toujours de cohésion avec les tribus elles-mêmes : « *ici, au sein d'une tribu, on peut trouver une partie qui soutient Daech, une partie qui soutient le régime, une autre partie qui soutient l'Administration autonome et une partie qui soutient l'Armée syrienne libre, ce qui crée des problèmes au niveau social* ». Fethi Al-Etesh, vice-président de la Commission exécutive du Conseil civil, précise que « *nous ne disons pas que les tribus collaborent contre l'Administration autonome, puisque celle-ci est elle-même fondée et formée par les fils des tribus, mais il y a plusieurs personnes qui sont contre nous et qui se laissent facilement corrompre, ce dont le régime et d'autres profitent. En fait, la plupart des fils et les cheikhs des tribus se rassemblent autour de l'administration autonome et des FDS. Nous voulons tous une solution politique dans le cadre de la résolution 2254 qui préserve les droits de toutes les composantes de la Syrie.* » Al-Rajab évoque également la question des réseaux de drogue : « *Le fait d'être si proche des zones contrôlées par le régime crée des difficultés, car le trafic de drogue sème le désordre. Assad et sa famille, ainsi que les milices iraniennes, ont été associés à la production et à la contrebande de Captagon, en plein essor en Syrie.* » Al-Etesh dit avoir connaissance de quatre usines de drogue actives sur la rive occidentale de l'Euphrate à Deir ez-Zor : « *Une à Al-Mayadin, une dans le village de Keriyya, une à Ghazi Ayash et une à Al-Bukamal. Il s'agit d'usines iraniennes et les revenus qu'elles génèrent sont utilisés pour payer les cellules iraniennes. En raison de la frontière souple qui nous sépare du*

régime – l'Euphrate –, il est facile pour d'autres parties de répandre de la drogue dans notre région. Aucune puissance ne peut empêcher ces atteintes à la sécurité. En fait, ici, il n'y a pas d'énormes quantités de drogue qui arrivent, mais nous voulons que ce phénomène soit totalement éliminé. Nous voulons que les usines soient détruites. Même à Damas, il existe une usine appartenant à l'ancien ministre de la défense qui produit des conserves, ils sont impliquées dans la production de drogue, de sorte que le régime bénéficie également de cette industrie, et pas seulement les milices iraniennes. Le régime ne produit rien pour son économie, il dépend de la drogue ». Abd Al-Rzaaq Al-Raheem, vice-président du Conseil civil, déplore que « la propagation de la drogue ici détruira toute une génération. La drogue à Deir ez-Zor n'est pas une plaisanterie. Sur quatre jeunes, trois se droguent. La frontière avec le gouvernement syrien s'étend sur 250 km, il est donc difficile de couvrir et de sécuriser cette distance. Nous avons également besoin de centres de réhabilitation pour les toxicomanes, afin qu'ils puissent se rétablir et ne pas avoir d'impact sur d'autres personnes ». M. Al-Etesh note que les FDS ont créé une agence antidrogue dans chaque région et que « cela a permis de réduire les quantités de drogue dans notre région ». M. Al-Etesh explique que de nombreuses personnes qui vivaient auparavant du côté gouvernemental de l'Euphrate sont passées du côté oriental, « en raison de la pauvreté et de la corruption », ce qui a entraîné l'apparition de camps de personnes déplacées et de migrants dans les campagnes.

Entretien avec la tribu Baggara

Le RIC s'est aussi entretenu avec un groupe de cheikhs et de notables de la tribu Baggara, qui expliquent que les tractations tribales avec les différents acteurs qui ont contrôlé la région au cours des années de guerre étaient nécessaires pour garantir la sécurité de la tribu. « Certains jeunes hommes ont rejoint les factions [de l'Armée syrienne libre] parce qu'ils croyaient en leur idéologie, d'autres suivaient leurs intérêts, et d'autres encore simplement parce que les factions contrôlaient la région », explique Ghadfan al-Habash, qui appartient au clan Abu Muslim Abdi. Selon lui, l'arrivée de l'administration autonome a apporté une certaine stabilité, « en termes d'existence d'une administration qui gère les affaires de la région, une administration civile », mais il ajoute que « les gens souffrent de la situation économique. Année après année, le taux de pauvreté augmente. L'éducation n'est pas ce qu'elle devrait être en raison des conflits de programmes. La situation en matière de sécurité s'améliore progressivement, ce qui attire les investissements et améliore la situation économique. Mais il y a un manque d'opportunités d'emploi, en particulier pour les jeunes. S'il n'y a pas de solution politique pour la Syrie, il n'y aura pas de réelles améliorations. »

Plusieurs notables Baggara interrogés évoquent le rôle de la Coalition, frustrés par le fait que « tous ces pays alliés, y compris les États-Unis, sont incapables d'assurer une bonne vie aux citoyens du nord et de l'est de la Syrie. » La volonté de la Coalition de s'impliquer militairement dans la lutte contre Daech en Syrie du Nord et de l'Est, mais son refus parallèle de travailler à l'amélioration des conditions socio-économiques – qui donnerait aux gens moins de raisons ou de nécessité de rejoindre Daech – a été continuellement mentionnée. « Si les gens n'ont pas leur subsistance quotidienne, ils ne croiront pas en l'administration », déclare Abdul Karim Najm Al-Salman Arafa Al-Baggara. « Notre région avait l'habitude de nourrir toute la Syrie avec du pain, mais aujourd'hui elle ne peut plus subvenir à ses besoins. Nous sommes maintenant confrontés au problème de l'émigration en raison des conditions de vie. Les trois éléments essentiels à la vie sont l'eau, l'électricité et la sécurité. Malgré la présence du fleuve Euphrate et du barrage, il n'y a ni eau ni électricité », poursuit-il. M. Al-Habash estime qu'il est contradictoire que « nous ayons remporté une victoire au niveau mondial [contre Daech], non seulement en éliminant un danger de nos régions, mais aussi en l'éloignant de l'Europe et du reste du monde », mais que la Coalition ne fournisse pas davantage pour assurer des conditions de vie décentes et reconstruire les infrastructures détruites. « Mais », affirme-t-il, « nous ne disons pas « donnez-nous de la nourriture », nous disons « faites en sorte que la Turquie laisse couler la rivière » et nous produirons notre propre nourriture. »